



Le faible taux d'accès aux études universitaires au Luxembourg plombe le classement du pays.

Photo: www.uni.lu

ETUDE

QUELLE COMPETITIVITE POUR LE LUXEMBOURG?

Le World Economic Forum positionne le Luxembourg en 25^e position mondiale des économies les plus compétitives. Celui de l'IMD, au printemps dernier, classait le pays à la 4^e place...

Les études se suivent et ne se ressemblent pas. Alors qu'au printemps dernier, le *World Competitiveness Yearbook 2007* établi par l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development) classait le Luxembourg à la quatrième place mondiale – et premier européen – des économies les plus compétitives, le *Global Competitiveness Report 2006-2007*, publié fin octobre par le World Economic Forum (WEF), indique un beaucoup moins flatteur 25^e rang pour le Grand-Duché. A qui se fier? «*Le classement établi par l'IMD se base essentiellement sur les statistiques, alors que celui du WEF s'appuie davantage sur les commentaires des chefs d'entreprises*», explique Carlo Thelen, membre du comité de direction de la Chambre de Commerce. *Par ailleurs, le WEF exploite des données en termes absolus, ce qui handicape le Luxembourg de par sa petite taille. Il tient compte, par exemple, du montant du PIB, plutôt que du PIB rapporté au nombre d'habitants*».

Pourtant, le World Economic Forum, qui axe son étude autour de trois «*pilliers*» essentiels de la croissance et de la compétitivité au niveau mondial (les exigences fondamentales en matière de compétitivité, les améliorateurs d'efficacité et les facteurs de sophistication) relève quelques faiblesses, parmi lesquelles le bas niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques (82^e rang mondial, la piètre qualité des institutions publiques de recherche scientifique (55^e) ou encore la mauvaise collaboration en matière de recherche entre université et industrie (41^e).

Certains améliorateurs d'efficacité peuvent être largement... améliorés. L'enseignement supérieur (43^e), l'efficacité du marché du travail (39^e) ou la taille de marché (81^e) sont, ainsi, autant de poids lourds dans le classement final.

Evidemment, sur ce dernier point, le pays dispose de très peu de marge de manœuvre, mais en ce qui concerne la faiblesse de l'enseignement universitaire, elle est due en grande partie au faible taux d'accès aux études universitaires (96^e), à la faible qualité des écoles de management (91^e), ainsi qu'aux mauvais résultats en matière de recherche publique (44^e). || J.-M. G.